



RÈGLEMENT COMMUNAL

SUR LA

DISTRIBUTION DE L'EAU

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 29 janvier 2024

Table des matières

Chapitre premier Dispositions générales	4
Art. 1 Objet et compétence	4
II. Abonnement	4
Art. 2 Titulaire de l'abonnement	4
Art. 3 Demande d'abonnement	4
Art. 4 Octroi de l'abonnement.....	4
Art. 5 Résiliation de l'abonnement	4
Art. 6 Résiliation de l'abonnement en cas de démolition ou transformation	4
Art. 7 Transfert de l'abonnement.....	5
III. Mode de fourniture et qualité de l'eau	5
Art. 8 Fourniture de l'eau	5
Art. 9 Pression et propriété de l'eau.....	5
Art. 10 Traitement de l'eau	5
IV. Concessions.....	5
Art. 11 Entrepreneur au bénéfice d'une concession.....	5
Art. 12 Demande de concession.....	5
Art. 13 Conditions d'octroi d'une concession	6
V. Compteurs.....	6
Art. 14 Propriété.....	6
Art. 15 Accès, réparation et défauts du compteur.....	6
Art. 16 Protection du compteur	6
Art. 17 Relevé du compteur et consommation	6
Art. 18 Défaillance du compteur et relevé de consommation.....	6
Art. 19 Vérification du compteur à la demande de l'abonné.....	6
VI. Réseau principal de distribution.....	7
Art. 20 Réseau principal	7
Art. 21 Normes de construction.....	7
Art. 22 Contrôle de l'eau.....	7
Art. 23 Servitudes	7
Art. 24 Utilisation des vannes et des bornes hydrantes	7
VII. Installations extérieures	7
Art. 25 Définition, propriété et entretien des installations extérieures	7
Art. 26 Utilisation de l'eau	8
Art. 27 Installations extérieures.....	8
Art. 28 Installations extérieures communes	8
Art. 29 Poste de mesure	8
Art. 30 Droits de passage et autorisations.....	8

VIII. Installations intérieures	8
Art. 31 Définition, propriété et entretien des installations intérieures	8
Art. 32 Assurances	9
IX. Dispositions communes aux installations extérieures et intérieures	9
Art. 33 Diamètre des conduites	9
Art. 34 Fouilles sur le domaine public	9
Art. 35 Usage de l'eau en cas d'incendie	9
Art. 36 Eaux étrangères à celle fournie par le service	9
X. Interruptions	9
Art. 37 Interruptions pour entretien	9
Art. 38 Devoirs de l'abonné en cas d'interruption	10
Art. 39 Cas de force majeure	10
XI. Taxes	10
Art. 40 Taxe unique de raccordement	10
Art. 41 Complément de taxe unique de raccordement	10
Art. 42 Taxes de consommation, d'abonnement et de location	10
Art. 43 Perception	10
Art. 44 Modalités de calcul	10
XII. Dispositions finales	11
Art. 45 Contraventions	11
Art. 46 Procédure	11
Art. 47 Recours	11
Art. 48 Prix de l'eau fournie au-delà des obligations légales	11
Art. 49 Abrogation	12
Art. 50 Entrée en vigueur	12

ANNEXE I Modalités de calcul des taxes

Chapitre premier Dispositions générales

Art. 1 Objet et compétence

- ¹ La distribution de l'eau dans la commune d'Assens, qui inclut les localités d'Assens, Bioley-Orjulaz et Malapalud, est régie par la loi du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau (LDE) et par les dispositions du présent règlement. Il s'applique à l'ensemble du territoire de la commune.
- ² L'exécution des tâches relevant de la réglementation sur la distribution de l'eau est du ressort de la Municipalité. Celle-ci peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un service compétent de la commune.

II. Abonnement

Art. 2 Titulaire de l'abonnement

- ¹ L'abonnement est accordé au propriétaire.
- ² Si les installations techniques le permettent et avec l'assentiment écrit du propriétaire, l'abonnement peut être accordé directement à un locataire ou à un fermier. Le propriétaire et le locataire ou fermier sont alors solidairement responsables à l'égard de la commune.

Art. 3 Demande d'abonnement

- ¹ Le propriétaire qui désire recevoir l'eau fournie par la commune présente à la Municipalité une demande écrite, signée par lui ou par son représentant.
- ² Cette demande indique :
 - a) le lieu de situation du bâtiment ;
 - b) sa destination ;
 - c) ses dimensions (notamment le nombre d'appartements, de pièces, de robinets) ;
 - d) le projet de raccordement direct ou indirect au réseau principal de distribution ;
 - e) l'emplacement du poste de mesure ;
 - f) le diamètre des conduites extérieures et intérieures.

Art. 4 Octroi de l'abonnement

- ¹ L'abonnement est accordé sur décision de la Municipalité.

Art. 5 Résiliation de l'abonnement

- ¹ Si l'abonnement est résilié, la Municipalité fait fermer la vanne de prise et enlever le compteur.
- ² En règle générale, la prise sur la conduite principale est supprimée aux frais du propriétaire et la commune dispose librement de la vanne de prise.

Art. 6 Résiliation de l'abonnement en cas de démolition ou transformation

- ¹ Si le bâtiment est démoli ou transformé, l'abonnement est résilié de plein droit dès le début des travaux. Les conventions contraires demeurent réservées.
- ² Le propriétaire communique à la Municipalité la date du début des travaux au moins deux semaines à l'avance.

Art. 7 Transfert de l'abonnement

- ¹ En cas de transfert d'abonnement, l'ancien abonné en informe immédiatement la Municipalité. Il en est de même en cas de vente d'un immeuble raccordé, l'ancien propriétaire en informe immédiatement la Municipalité.
- ² Jusqu'au transfert de son abonnement au nouvel abonné, l'ancien abonné demeure seul responsable à l'égard de la commune. Celle-ci est tenue d'opérer le transfert à bref délai et d'en aviser l'ancien et le nouvel abonné.

III. Mode de fourniture et qualité de l'eau

Art. 8 Fourniture de l'eau

- ¹ L'eau est fournie au compteur.
- ² Dans des cas spéciaux, un autre système de fourniture peut toutefois être adopté.
- ³ Le compteur est relevé au moins une fois par année.

Art. 9 Pression et propriété de l'eau

- ¹ L'eau est livrée à la pression du réseau et sans garantie quant aux propriétés spéciales qui pourraient être nécessaires pour certains usages.

Art. 10 Traitement de l'eau

- ¹ La Municipalité est seule compétente, d'entente avec le service cantonal en charge du domaine de la distribution de l'eau potable, pour décider si l'eau de son réseau doit subir un traitement antitartre ou anticorrosif. Elle peut limiter à des cas particuliers la pose d'appareils pour le traitement de l'eau et contrôler en tout temps la qualité de l'eau, notamment dans les installations intérieures.

IV. Concessions

Art. 11 Entrepreneur au bénéfice d'une concession

- ¹ L'entrepreneur concessionnaire au sens du présent règlement est l'entrepreneur qui a obtenu de la Municipalité une concession l'autorisant à construire, réparer ou entretenir des installations extérieures et à poser les compteurs
- ² La concession n'est accordée qu'à l'entrepreneur titulaire d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installation » délivrée par la Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE) et qui est capable d'exécuter selon les normes techniques en vigueur, avec soin et diligence, les travaux qui lui sont confiés.

Art. 12 Demande de concession

- ¹ L'entrepreneur qui désire obtenir une concession adresse à la Municipalité une demande écrite accompagnée de la copie de l'attestation de la SSIGE mentionnée à l'article 11 ainsi que des renseignements circonstanciés sur l'organisation de son entreprise et les travaux qu'il a déjà exécutés.

Art. 13 Conditions d'octroi d'une concession

- ¹ Si la Municipalité accorde la concession, elle peut l'assortir de conditions propres à assurer la bonne exécution des travaux.
- ² Lorsque les conditions d'obtention de la concession ne sont plus remplies, la Municipalité peut la retirer avec effet immédiat ou en suspendre les effets jusqu'à ce que l'entrepreneur ait pris les mesures nécessaires.

V. Compteurs

Art. 14 Propriété

- ¹ Le compteur appartient à la commune qui le remet en location à l'abonné.
- ² Le compteur est posé aux frais du propriétaire par un entrepreneur concessionnaire ou par le service communal.

Art. 15 Accès, réparation et défauts du compteur

- ¹ Le compteur doit être placé dans un endroit facilement accessible et avant toute prise propre à débiter de l'eau. Le concessionnaire ou la personne mandatée par la Municipalité a le droit de contrôler ou relever en tout temps le compteur et l'abonné est tenu de lui en accorder la possibilité.
- ² Il est interdit à toute personne qui n'y est pas autorisée par la Municipalité de déplomber, déplacer, démonter ou réparer le compteur. En cas d'avarie, l'abonné en avise immédiatement la Municipalité qui pourvoit au nécessaire.

Art. 16 Protection du compteur

- ¹ L'abonné prend toutes mesures utiles pour que l'eau pouvant s'écouler en cas de réparation du compteur ou d'avarie s'évacue d'elle-même, sans occasionner de dégâts
- ² Il prend également les mesures nécessaires pour que le compteur ne subisse pas de dégâts du fait du gel, d'un retour d'eau chaude ou de toute autre cause provenant des installations intérieures. Si le compteur est endommagé par suite d'un fait dont répond l'abonné, celui-ci supporte les frais de réparation ou de remplacement de l'appareil.

Art. 17 Relevé du compteur et consommation

- ¹ Les indications du compteur font foi quant à la quantité d'eau consommée.
- ² L'abonné est taxé sur toute l'eau qui traverse le compteur, même s'il y a eu un excès de consommation, à moins que cet excès n'ait été causé par un vice de construction, un défaut d'entretien du réseau principal de distribution ou par un fait dont répond la commune.

Art. 18 Défaillance du compteur et relevé de consommation

- ¹ En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement du compteur, quelle qu'en soit la cause, c'est la moyenne de la consommation calculée sur la base des trois derniers relevés du compteur qui fait foi, à moins qu'un autre mode de calcul ne permette un décompte plus exact.

Art. 19 Vérification du compteur à la demande de l'abonné

- ¹ L'abonné a en tout temps le droit de demander la vérification de son compteur.

- ² Si les indications du compteur présentent des inexactitudes dépassant, en plus ou en moins, les limites d'une tolérance de 5 %, l'appareil est immédiatement remplacé aux frais de la commune et les factures établies sur la base du dernier relevé du compteur sont rectifiées au profit de la partie lésée.
- ³ Si les indications du compteur restent dans les limites de tolérance indiquées ci-dessus, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné.

VI. Réseau principal de distribution

Art. 20 Réseau principal

- ¹ Le réseau principal de distribution appartient à la commune. Il est établi et entretenu à ses frais.

Art. 21 Normes de construction

- ¹ Les captages, les réservoirs, les installations de pompage, de transport et de distribution sont construits d'après les normes de la Société des Ingénieurs et Architectes (SIA) et de la SSIGE.

Art. 22 Contrôle de l'eau

- ¹ La commune prend à ses frais les dispositions propres à assurer la régularité de la fourniture de l'eau et le maintien intégral des réserves destinées à la lutte contre l'incendie.
- ² Elle contrôle périodiquement l'état des captages, chambres d'eau, réservoirs, canalisations et autres ouvrages. Elle pourvoit à leur entretien et à leur propreté

Art. 23 Servitudes

- ¹ Le passage d'une conduite principale sur le domaine privé fait l'objet d'une servitude qui est inscrite au registre foncier en faveur de la commune et à ses frais.

Art. 24 Utilisation des vannes et des bornes hydrantes

- ¹ Seules les personnes autorisées par la Municipalité ont le droit de manœuvrer les vannes de secteur et les vannes de prise installées sur le réseau principal de distribution ou de prélever temporairement de l'eau à une borne-hydrante.
- ² La fourniture d'eau temporaire et l'eau de chantier ne relèvent pas des obligations légales de la commune et font l'objet d'une demande écrite à la Municipalité, qui en détermine les montants.

VII. Installations extérieures

Art. 25 Définition, propriété et entretien des installations extérieures

- ¹ Les installations extérieures dès après la vanne de prise jusque et y compris le poste de mesure défini à l'article 29 appartiennent au propriétaire, sous réserve de l'article 14 alinéa 1. Elles sont établies et entretenues à ses frais.
- ² Les travaux d'établissement et d'entretien doivent être exécutés par un entrepreneur concessionnaire et selon les directives de la SSIGE.

Art. 26 Utilisation de l'eau

- ¹ L'eau doit être utilisée exclusivement pour les besoins de l'immeuble raccordé et il est interdit de laisser brancher une prise sur la conduite.

Art. 27 Installations extérieures

- ¹ Chaque propriétaire possède ses propres installations extérieures.
- ² Si un propriétaire possède plusieurs bâtiments qui ne sont pas entre eux dans un rapport de dépendance, chaque bâtiment sera muni de ses propres installations extérieures.
- ³ L'article 28 alinéa 3 est réservé.

Art. 28 Installations extérieures communes

- ¹ Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs propriétaires, moyennant la pose d'une vanne de prise pour chacun d'eux. L'article 24 est applicable à ces vannes de prise
- ² Les propriétaires sont solidairement responsables des installations communes. Ils doivent régler leurs droits et obligations réciproques en inscrivant au registre foncier une servitude précisant la répartition des frais de construction et d'entretien de ces installations communes.
- ³ Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs bâtiments appartenant au même propriétaire et sans rapport de dépendance entre eux, moyennant la pose d'un poste de mesure pour chaque immeuble.

Art. 29 Poste de mesure

- ¹ Les installations extérieures comprennent un poste de mesure situé à l'entrée de l'immeuble et à l'abri du gel.
- ² Ce poste comporte :
 - a) un compteur ;
 - b) deux robinets d'arrêt, dont un sans purge placé avant le compteur et un avec purge placé après le compteur, qui peuvent être manœuvrés par le propriétaire ;
 - c) un clapet de retenue fourni par le propriétaire rendant impossible le reflux accidentel d'eau usée dans le réseau ;
 - d) d'autres appareils de sécurité tels que des filtres ou des réducteurs de pression qui peuvent être imposés par la commune.

Art. 30 Droits de passage et autorisations

- ¹ L'obtention des droits de passage et des autres autorisations nécessaires à l'exécution des installations extérieures incombe au propriétaire. S'il y a lieu, la commune peut exiger à ce sujet l'inscription d'une servitude au registre foncier.

VIII. Installations intérieures

Art. 31 Définition, propriété et entretien des installations intérieures

- ¹ Les installations intérieures, dès et non compris le poste de mesure, appartiennent au propriétaire. Elles sont établies et entretenues à ses frais.

- ² Les travaux d'établissement et d'entretien doivent être exécutés par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire et selon les directives de la SSIGE. Par entrepreneur qualifié, on entend un entrepreneur au bénéfice d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installation » délivrée par la SSIGE. S'il s'agit de travaux d'entretien uniquement, une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'entretien » est suffisante. La liste des installateurs agréés est disponible via le registre publié par la SSIGE sur son site internet.
- ³ L'entrepreneur doit renseigner la commune sur les nouvelles installations ou les changements d'installations intérieures de nature à entraîner une modification de l'abonnement.

Art. 32 Assurances

- ¹ Le propriétaire est tenu de comprendre les installations intérieures dans les polices d'assurance qu'il contracte pour dégâts d'eau.

IX. Dispositions communes aux installations extérieures et intérieures

Art. 33 Diamètre des conduites

- ¹ La commune peut fixer si nécessaire le diamètre des conduites faisant partie des installations extérieures et intérieures.

Art. 34 Fouilles sur le domaine public

- ¹ Lorsque la construction ou l'entretien des installations extérieures ou intérieures nécessitent des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit obtenir l'autorisation du service cantonal ou communal compétent.

Art. 35 Usage de l'eau en cas d'incendie

- ¹ En cas d'incendie, les usagers doivent momentanément s'abstenir de soutirer de l'eau pour leurs besoins privés.

Art. 36 Eaux étrangères à celle fournie par le service

- ¹ Le raccordement d'installations alimentées par la commune à des installations desservies par une eau étrangère est interdit, sauf autorisation expresse de la Municipalité et moyennant la mise en place de mesures ad hoc pour la protection du réseau communal (disconnecteur ou jet libre).
- ² La Municipalité a le droit de contrôler en tout temps les installations extérieures. Lorsque les installations n'ont pas été exécutées conformément aux prescriptions ou sont mal entretenues, la commune impartit, par écrit, un délai raisonnable au propriétaire pour remédier aux défauts. En cas de réticence, elle fait exécuter les travaux aux frais du propriétaire.

X. Interruptions

Art. 37 Interruptions pour entretien

- ¹ La commune prévient autant que possible les abonnés de toute interruption dans le service de distribution.

- ² Les interruptions rendues nécessaires pour assurer l'entretien ou la construction du réseau principal de distribution ou d'installations extérieures ou intérieures, de même que celles qui sont dues à un cas de force majeure au sens de l'article 17 LDE, ne confèrent à l'abonné aucun droit à des dommages-intérêts et ne le déchargent en rien de ses obligations à l'égard de la commune.

Art. 38 Devoirs de l'abonné en cas d'interruption

- ¹ L'abonné prend toutes les mesures en son pouvoir pour que les interruptions ou le retour de l'eau ne provoquent pas de dommage direct ou indirect.

Art. 39 Cas de force majeure

- ¹ Dans les cas de force majeure au sens de l'article 17 LDE, comme par exemple la pénurie d'eau, la commune a le droit de prendre les mesures restrictives propres à assurer le fonctionnement des services publics indispensables et le ravitaillement en eau de la population, notamment d'édicter des prescriptions relatives à l'utilisation de l'eau, de réduire les débits, d'interdire les arrosages, le remplissage de piscines et le lavage de voiture.

XI. Taxes

Art. 40 Taxe unique de raccordement

- ¹ En contrepartie du raccordement direct ou indirect d'un bâtiment au réseau principal de distribution, il est perçu du propriétaire une taxe unique de raccordement.
- ² Tout bâtiment reconstruit après démolition complète et volontaire d'immeubles préexistants est assimilé à un nouveau raccordement et assujetti à la taxe unique de raccordement.

Art. 41 Complément de taxe unique de raccordement

- ¹ Lorsque des travaux de transformation soumis à permis de construire ont été entrepris dans un bâtiment déjà raccordé, il est perçu du propriétaire un complément de taxe unique de raccordement.
- ² Tout bâtiment déjà raccordé, reconstruit volontairement ou après sinistre, totalement ou partiellement, est assimilé à un cas de transformation et assujetti au présent complément.

Art. 42 Taxes de consommation, d'abonnement et de location

- ¹ En contrepartie de l'utilisation du réseau principal de distribution et de l'équipement y afférent, il est perçu de l'abonné une taxe de consommation, une taxe d'abonnement annuelle ainsi qu'une taxe de location pour les appareils de mesure.
- ² La taxation intervient une fois par année. Des acomptes peuvent être perçus.

Art. 43 Perception

- ¹ La Municipalité fixe le terme d'échéance de ces différentes taxes.

Art. 44 Modalités de calcul

- ¹ Les dispositions figurant à l'Annexe I du présent règlement fixent les modalités de calcul de ces différentes taxes et complètent, dans la mesure nécessaire, les articles 40 à 43.

² L'Annexe I fait partie intégrante du présent règlement.

³ Le paiement de la taxe unique de raccordement est garanti à la commune par une hypothèque légale privilégiée, conformément à l'article 19a LDE et au code de droit privé judiciaire vaudois.

XII. Dispositions finales

Art. 45 Contraventions

¹ Les infractions au présent règlement sont passibles d'amende et poursuivies conformément à la loi sur les contraventions.

Art. 46 Procédure

¹ La loi sur la procédure administrative est applicable, sous réserve des dispositions des articles 45 et suivants de la Loi sur les Impôts Communaux (LCom).

Art. 47 Recours

¹ Les recours dirigés contre les décisions en matière de taxes doivent être portés dans les trente jours devant la Commission communale de recours en matière d'impôts selon ce que prévoient les articles 45 et suivants LCom.

² Les recours dirigés contre les autres décisions doivent être portés dans les trente jours devant la Municipalité s'il s'agit d'une décision du service compétent de la commune en vertu de la délégation prévue à l'article 1 alinéa 2 ou alors devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal s'il s'agit d'une décision de la Municipalité.

Art. 48 Prix de l'eau fournie au-delà des obligations légales

¹ Le prix de l'eau fournie dans une mesure qui excède les obligations légales de la commune est fixé par la Municipalité dans le cadre de la convention de droit privé qu'elle passe à cet effet avec le consommateur, conformément à l'article 5 alinéa 2 LDE.

² Ces conventions sont soumises à la procédure civile, en dérogation aux articles 46 et 47.

³ Pour les situations standardisées, comme par exemple pour l'eau de construction ou pour l'eau prélevée temporairement aux bornes-hydrantes, la Municipalité peut établir un tarif spécial « hors obligations légales » et, cas échéant, fixer des dispositions d'exécution.

⁴ Ce tarif spécial « hors obligations légales » vaut contrat d'adhésion de droit privé.

RÈGLEMENT COMMUNAL SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU

Art. 49 Abrogation

- ¹ Le présent règlement abroge et remplace les règlements sur la distribution de l'eau :
- du 7 novembre 2016 de la commune fusionnée d'Assens ;
 - du 22 mars 2016 de la commune fusionnée de Bioley-Orjulaz.

Art. 50 Entrée en vigueur

- ¹ Le présent règlement entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2024 après avoir été approuvé par le Conseil communal et par la Cheffe du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine ainsi que le délai référendaire et le délai de requête à la Cour constitutionnelle échus.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 29 janvier 2024.

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ

Le Syndic

GUY LONGCHAMP



La Secrétaire

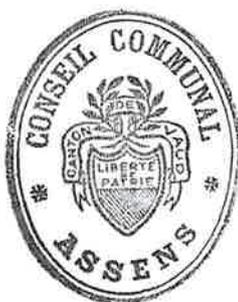
Luana BARREIRO

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 4 mars 2024.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Présidente

Carole FAVRE



Le Secrétaire

Roland EQUEY

Approuvé par la Cheffe du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine

Lausanne, le 22 MARS 2024



La Cheffe du Département

Isabelle MORET



ANNEXE I

AU

RÈGLEMENT COMMUNAL

SUR

LA DISTRIBUTION DE L'EAU

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 29 janvier 2024

Modalités de calcul des taxes

(selon chapitre XI du Règlement)

Table des matières

Art. 1	Généralités	3
Art. 2	Objet	3
Art. 3	[art. 40] Taxe unique de raccordement	3
Art. 4	[art. 41] Complément taxe unique de raccordement	3
Art. 5	[art. 42] Taxe de consommation	4
Art. 6	[art. 42] Taxe d'abonnement	4
Art. 7	[art. 42] Taxe de location	4
Art. 8	Compétence tarifaire	4
Art. 9	Entrée en vigueur	5

Art. 1 Généralités

- ¹ La présente annexe complète le règlement communal sur la distribution de l'eau. Elle en fait partie intégrante.

Art. 2 Objet

- ¹ La présente annexe fixe les modalités de calcul et le taux maximal de la taxe unique de raccordement, du complément de taxe unique de raccordement, de la taxe de consommation, de la taxe d'abonnement annuelle et de la taxe de location pour les appareils de mesure.
- ² Ces modalités de calcul et taux maximaux s'entendent hors TVA.

Art. 3 [art. 40] Taxe unique de raccordement

- ¹ La taxe unique de raccordement est calculée par m² de surface brute de plancher utile
- ² Cette surface est déterminée dans chaque cas par la Municipalité selon la norme ORL 514 420.
- ³ La Municipalité perçoit un acompte correspondant au montant prévisionnel de la taxe lors de la délivrance du permis de construire en se référant aux indications figurant dans la demande de permis. La taxation définitive intervient dès la délivrance du permis d'habiter (ou d'utiliser). C'est à ce moment-là qu'un éventuel solde de taxe est exigible du propriétaire de l'immeuble
- ⁴ La taxe unique de raccordement par m² de surface brute de plancher utile est au maximum de :
- | | |
|--|-----------|
| a. pour les bâtiments affectés au logement, ainsi que les piscines standards dont le volume n'excède pas 80 m ³ | CHF 30.00 |
| b. pour les bâtiments affectés à l'artisanat, au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture | CHF 15.00 |
| c. pour les bâtiments ayant d'autres affectations que celles mentionnées ci-dessus. | CHF 15.00 |

Art. 4 [art. 41] Complément taxe unique de raccordement

- ¹ Le complément de taxe unique de raccordement est perçu sur l'augmentation de la surface brute de plancher utile résultant des travaux de transformation.
- ² Le taux du complément de taxe unique de raccordement est identique à celui fixé pour la taxe unique de raccordement.

Art. 5 [art. 42] Taxe de consommation

- ¹ La taxe de consommation est calculée sur le nombre de m³ d'eau consommé.
- ² Le taux de la taxe de consommation par m³ d'eau consommée s'élève au maximum à CHF 3.00

Art. 6 [art. 42] Taxe d'abonnement

- ¹ La taxe d'abonnement est calculée par unité locative.
- ² Par unité locative, on entend tout ensemble de locaux formant une unité d'habitation indépendante (avec cuisine, salle d'eau, WC et une ou plusieurs pièces). Pour les autres cas, notamment les locaux commerciaux, industriels, agricoles ou d'utilité publique, une unité locative est comptabilisée pour chaque tranche de 2'000 m³ d'eau.
- ³ Le taux de la taxe d'abonnement annuelle par unité locative s'élève au maximum à CHF 50.00

Art. 7 [art. 42] Taxe de location

- ¹ La taxe de location pour les appareils de mesure est calculée en fonction du calibre du compteur.
- ² Le taux de la taxe de location pour les appareils de mesure s'élève annuellement au maximum à :
 - a. pour un compteur de diamètre nominal (DN) 20 mm ou de ¾ pouce CHF 30.00
 - b. pour un compteur de DN 25 mm ou de 1 pouce CHF 40.00
 - c. pour un compteur de DN 32 mm ou de 1¼ pouce et plus CHF 50.00

Art. 8 Compétence tarifaire

- ¹ La compétence tarifaire de détail est déléguée à la Municipalité qui fixe le taux des différentes taxes dans le respect des valeurs maximales définies aux articles précédents.
- ² Le tarif de détail ainsi fixé par la Municipalité est affiché au pilier public. Il entre en vigueur à l'échéance du délai de requête à la Cour constitutionnelle, soit vingt jours à compter de cet affichage.

Art. 9 Entrée en vigueur

- ¹ La présente annexe entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2024 après avoir été approuvé par le Conseil communal et par la Cheffe du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine ainsi que le délai référendaire et le délai de requête à la Cour constitutionnelle échus.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 29 janvier 2024.

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ

Le Syndic


Guy LONGCHAMP



La Secrétaire


Luana BARREIRO

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 4 mars 2024.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Présidente


Carole FAVRE



Le Secrétaire


Roland EQUEY

Approuvé par la Cheffe du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine

Lausanne, le 22 MARS 2024



La Cheffe du Département


Isabelle MORET